

Assurance stabilisation des revenus agricoles (ASRA)

.....

CÉRÉALES, MAÏS-GRAIN ET OLÉAGINEUX

2016

PRINCIPES GÉNÉRAUX

Compensation : intervention du programme lorsque le prix de vente est inférieur au revenu stabilisé.

Compensation = Revenu stabilisé - Prix de vente moyen

Catégories de produits assurables : avoine, blé d'alimentation animale, blé d'alimentation humaine, canola, maïs-grain, orge et soya qui ont été cultivés pour être récoltés sous forme de grain.

Revenu stabilisé : coût de production d'une ferme type spécialisée, incluant 90 % de la rémunération de l'exploitant-proprétaire. Il exclut la rémunération de l'avoire propre, les contributions d'assurances agricoles et celles des autres programmes de gestion des risques.

Prix de vente : moyenne pondérée des prix de vente au Québec durant l'année d'assurance, telle qu'établie par La Financière agricole pour les classes de grains suivantes :

Avoine	prix des classes 1 à 4
Blés et canola	prix des classes 1 à 3
Maïs-grain et soya	prix des classes 1 à 5
Orge	prix des classes 1 et 2

Les grains ayant subi une perte de qualité pour laquelle une protection est offerte au Programme d'assurance récolte ne sont pas considérés lors de la détermination du prix moyen de vente.

Les compensations versées dans le cadre du programme ASRA tiennent compte des paiements octroyés en vertu des programmes Agri-stabilité et Agri-investissement.

Les compensations ASRA des adhérents qui ne participent pas à Agri-stabilité sont réduites de 40 %.

Les montants correspondant à Agri-Québec (jusqu'en 2013 inclusivement) et Agri-investissement sont cumulés et viennent réduire les compensations à verser, tout résiduel est réparti aux années subséquentes.

ADMISSIBILITÉ

- Être domicilié au Québec.
- Être propriétaire ou locataire des terres cultivées.
- Cultiver à chaque année d'assurance au moins 15 hectares par catégorie ou une combinaison de ces catégories.
- Assurer la totalité de sa production annuelle pour le produit Céréales, maïs-grain et oléagineux.

- Être propriétaire des cultures assurables qui ont été cultivées au Québec, en détenir l'intérêt assurable, soit encourir les risques liés à une diminution du prix du marché ou à l'augmentation des coûts de production.
- Participer au programme à l'égard du produit Céréales, maïs-grain et oléagineux pour une période de cinq ans.
- Date limite d'adhésion : le 30 avril.

MESURES D'ÉCOCONDITIONNALITÉ

Le programme prévoit des conditions d'admissibilité et des mesures d'écoconditionnalité liées aux normes environnementales en vigueur.

Une non-conformité de l'adhérent à ces conditions et mesures entraîne la perte ou la réduction des avantages auxquels il a droit.

CONDITIONS DE PARTICIPATION

L'adhérent doit produire des céréales, du canola, du maïs-grain et du soya selon un plan de culture en accord avec le *Guide des normes reconnues par La Financière agricole en matière de pratiques culturales 2016*.

L'adhérent doit utiliser, pour toutes les superficies de céréales, de canola, de maïs-grain et de soya, une variété de semences classées dans l'une des catégories Canada généalogique (Sélectionneur, Sélect, Fondation, Enregistrée ou Certifiée) et ayant fait l'objet d'un enregistrement valable pour le Québec.

Pour être assurables au programme dans la catégorie blé d'alimentation humaine, les variétés de blé doivent faire partie d'une liste reconnue par La Financière agricole.

L'adhérent doit compléter les semis aux dates de fin des semis suivantes :

Avoine et orge :	15 juin
Blé d'alimentation animale et blé d'alimentation humaine :	1 ^{er} juin
sauf pour les centres de services d'Alma, Caplan, Lévis, Rimouski, Rivière-du-Loup et Rouyn-Noranda dont la date de fin des semis est le :	5 juin
Canola :	
Zones de moins de 2600 UTM	10 juin
Zones de 2600 UTM ou plus	1 ^{er} juin
Maïs-grain :	1 ^{er} juin
Soya (zones de moins de 2 600 UTM) :	10 juin
Soya (zones de 2 600 UTM ou plus) :	15 juin

L'adhérent doit présenter un plan de culture lorsque les pratiques culturales diffèrent de celles inscrites dans le *Guide des normes reconnues par La Financière agricole en matière de pratiques culturales 2016*.

Les superficies assurables pour lesquelles les exigences relatives aux normes culturales, aux types de semences ou aux dates de fin des semis ne sont pas respectées seront diminuées en considérant l'impact de cette pratique sur le rendement. L'adhérent devra déboursier, à titre de frais administratifs, un montant équivalant à l'écart que représente la part de la contribution qui aurait été exigible pour couvrir la totalité de ses superficies assurées.

MODALITÉS D'ÉVALUATION DU VOLUME ASSURABLE

Le volume assurable est déterminé à partir des superficies déclarées par l'adhérent selon le processus établi ou mesurées par La Financière agricole.

Lorsque l'adhérent désire détruire une récolte ou en changer la destination (grain récolté en fourrage ou fourrage récolté en grain), il doit en aviser La Financière agricole avant de procéder.

La Financière agricole peut, en tout temps, faire une vérification de la déclaration de l'adhérent.

Lorsque La Financière agricole constate, après vérification, que le nombre d'unités assurables détenues par l'adhérent lors de sa déclaration est différent du nombre d'unités déclarées par celui-ci, l'assurance couvre le volume réellement détenu. Toutefois, cette différence entraîne le paiement, à titre de frais administratifs, d'un montant équivalant à la part de la contribution qui aurait été exigible sur l'écart de volume observé.

GÉNÉRALITÉS

Financement de la prime

Un tiers de la prime provient des adhérents et deux tiers de La Financière agricole.

Pour les adhérents dont le volume assurable excède 899,1 hectares, 50 % de la prime provient de l'adhérent et 50 % de La Financière agricole pour le volume excédant ce seuil.

Tout nouvel adhérent affilié à une entreprise qui, au 11 novembre 2009, détenait un volume assurable excédant 899,1 hectares est soumis aux modalités décrites au paragraphe précédent mais pour la totalité de ses unités assurées au produit Céréales, maïs-grain et oléagineux.

Contribution de l'adhérent

La contribution exigible de l'adhérent est prélevée à même la première avance de compensation ou réclamée au plus tard avant le paiement final de l'année d'assurance concernée. Toutefois, pour un nouvel adhérent, la moitié de la contribution estimée est exigée lors de l'adhésion.

Réduction de la contribution

Chaque exploitant agricole qualifiant un adhérent pour l'obtention d'une subvention à l'établissement du Programme d'appui financier à la relève agricole, administré par La Financière agricole du Québec, permet à l'adhérent de bénéficier d'une réduction de 25 % de ses contributions, jusqu'à concurrence de 50 000 \$ annuellement pour l'ensemble de ses produits assurés. Ce rabais s'applique sur deux années consécutives d'assurance sous certaines conditions.

Frais administratifs

L'adhérent doit payer annuellement des frais administratifs pour chaque produit ou catégorie de produit assuré conformément au « *Règlement sur les frais exigibles par La Financière agricole du Québec* ».

Ces frais sont sujets à une indexation annuelle.

Compensation

La compensation finale est versée au plus tard le 31 janvier qui suit la fin de l'année d'assurance.

La Financière agricole peut verser des avances de compensation au cours de l'année d'assurance.

Ce résumé, valable pour l'année d'assurance 2016-2017, ne peut en aucun cas prévaloir sur les dispositions prévues au programme, ou dans une politique de La Financière agricole. Nous vous invitons à consulter le volet Assurances et protection du revenu de notre site Internet pour plus d'information.

1 800 749-3646 | www.fadq.qc.ca